

Énergie, Mines et Ressources

M. Rose: Nous n'avons pas entendu un mot du ministre. Et après cela on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les programmes de santé ou de logement. Or on dépense des sommes énormes pour creuser des trous dans la mer de Beaufort.

Le comité a présenté sept recommandations. Premièrement, il préconise de réduire la demande en économisant l'énergie. Le ministre est complètement obnubilé par l'aspect «approvisionnement» du problème énergétique. Tout ce qui le préoccupe, c'est Hibernia et d'aller creuser davantage de trous dans une région, faisant ainsi augmenter les risques écologiques. Il ne s'occupe guère de réduire la demande. Bien des gens, y compris des collaborateurs de son ministère, affirment que s'il consacrait autant d'argent à la mise au point d'énergies de remplacement, il s'en tirerait beaucoup mieux. Mais il fait fi de ce conseil. Il nous présente ce soir un bill inadapté et s'attend à ce que nous nous prononcions en faveur. Nous ne pouvons pas le faire.

Je pense que les propositions d'un comité parlementaire composé en majorité de députés de son parti méritent d'être étudiées à titre de lignes directrices en matière de développement. Soit le comité avait raison du point de vue démocratique, soit il avait complètement tort. Deuxièmement, le comité estime qu'à long terme il conviendrait de tirer l'énergie principalement de ressources renouvelables ou non épuisables. Qu'entreprend le ministre à l'égard de cette deuxième question? Il consacre 6.5 milliards de dollars au PEP. Résultat? Cela ne fournit de l'argent que pour l'exploration et la découverte de ressources limitées et non renouvelables.

Troisièmement, la production d'énergie primaire dont nous avons besoin doit se faire en perturbant l'écologie le moins possible. Que se passera-t-il en cas d'explosion dans la mer de Beaufort, au puits Hibernia ou au large de la côte du Labrador. Nous pourrions assister à une catastrophe écologique, mais le ministre n'en a cure puisque cela concerne l'aspect «offre» du problème. Il n'est pas question de voitures plus petites, de consommer moins d'essence ni de faire des économies en accordant une subvention équivalant à celle qui est accordée au PEP. Nous regrettons que seule la question de l'offre l'intéresse.

Quatrièmement, nous devons diversifier la gamme des produits énergétiques employés au Canada. Le gouvernement accorde-t-il des stimulants à l'emploi du propane, au carburant servant au transport ou à l'électrification de notre réseau ferroviaire? Il conviendrait d'examiner certaines de ces solutions. Certes, je ne pense pas que nous puissions nous débarrasser des méga-projets, mais il y aurait certainement moyen de trouver un meilleur équilibre que ne le fait le gouvernement.

Cinquièmement, il convient de tenir compte des différences régionales en matière de ressources et de besoins énergétiques. Il serait judicieux de poursuivre les travaux de prospection pétrolière et gazière tout en appliquant un programme de remplacement dans les provinces de l'Atlantique. Cela ne se justifie peut-être pas dans d'autres parties du Canada; mais comme nous avons des ressources très abondantes, nous devons combiner différentes solutions et protéger celles qui ne sont pas renouvelables.

Sixièmement, nous devons tenir compte de préoccupations stratégiques dans la formulation de la politique énergétique. Comment résoudrons-nous le problème si nos approvisionnements cessent soudainement? Le ministre préconise de donner

davantage d'argent aux sociétés pétrolières pour qu'elles augmentent leurs activités de forage à Hibernia ou en mer. C'est peut-être une partie de la solution, mais cela ne suffit pas.

Enfin, le groupe d'étude recommande d'examiner les répercussions sociales que pourraient avoir des mutations importantes de la situation énergétique de notre pays. Quelles seront les répercussions sociales? Je vais en citer deux ou trois. Premièrement, il est opportun de décentraliser nos systèmes énergétiques. Qu'est-ce qui vaut mieux? Envoyer un soudeur dans la mer de Beaufort ou créer une entreprise à Waterloo ou Vancouver, par exemple, où ce même soudeur va pouvoir pratiquer des techniques d'économie d'énergie? Est-ce que l'on pense au déracinement social et familial? Est-ce que l'on pense au bouleversement du milieu?

• (2140)

L'un de nos comités s'est penché sur les problèmes énergétiques nationaux dans une perspective loyale et même parfois nationaliste. Il a étudié le système énergétique du Canada pendant près d'un an et recueilli les témoignages de spécialistes. Il est regrettable que l'on n'ait pratiquement tenu aucun compte de ses recommandations.

Celui-ci réclamait notamment la nomination d'un ministre d'État chargé des économies d'énergie et des ressources renouvelables. Pourquoi me direz-vous? Pour la même raison que nous avons nommé un ministre d'État chargé des mines qui relève du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons besoin au sein du cabinet de quelqu'un qui s'occupe de certaines questions importantes comme les économies d'énergie. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il est plus facile d'économiser le pétrole que d'en découvrir. Cela coûte deux à quatre fois moins cher.

Nous pourrions mettre l'accent sur l'énergie solaire. Nous avons fourni un certain nombre de subventions à ce titre. Nous avons subventionné l'électricité, le gaz, le pétrole et un certain nombre d'autres sources d'énergie traditionnelles. Le gouvernement compte subventionner de 10 à 50 p. 100 des coûts réels, mais nous pensions que l'énergie solaire allait devenir rentable. Ce n'est pas une solution, et pourtant, nous savons que l'énergie solaire offre d'énormes possibilités. Si nous investissions 250 millions de dollars dans les deux ou trois années qui viennent, nous pourrions créer jusqu'à 100,000 emplois à raison de \$2,500 en fonds publics par emploi. Dans un pays qui a autant besoin d'énergie et qui compte autant de chômeurs, pourquoi ne pas tenter l'expérience, au lieu de toujours vouloir chercher davantage de pétrole pour faire rouler des voitures dévoreuses d'essence et remplir les poches des multinationales étrangères? Il faudrait que le gouvernement étudie ces possibilités.

M. MacBain: Hé! Mark, regarde un peu par ici. Nous te regardons; nous aimerions bien te voir.

M. Rose: Mon ami le député de Niagara Falls faisait partie du comité de l'énergie de remplacement et sait fort bien ce qui s'y est passé. Mais ce qu'il ignore, et s'il le sait, il ne nous l'a pas dit, c'est pourquoi, un an après, le gouvernement n'a toujours pas mis en œuvre ses recommandations. Pourquoi n'avons-nous pas droit à certaines réalisations? J'aimerais bien le savoir.

M. Waddell: C'est encore un coup de Lalonde.